

CHANGER LA VIE

Le pays vient de connaître trois semaines de grève de la fonction publique, la grève la plus importante depuis des dizaines d'années. Tous les travailleurs n'étaient pas en lutte. Ce n'était pas la grève générale. Mais l'ambiance de tout le pays en a été bouleversée.

Bien sûr, pendant ces quelques semaines, la vie quotidienne a été plus difficile. Plus de bus, plus de métro ni de RER ou de trains de banlieues. Peu de courrier, des établissements scolaires fermés ou ne fonctionnant que partiellement. Mais ces désagréments ont été supportés sans s'en prendre aux grévistes comme les patrons et le gouvernement appelaient pourtant à le faire.

Plus même, cette grève a été l'occasion de la solidarité retrouvée. Auto-stop facile, voisins s'entraidant pour aller au travail, pour conduire ou récupérer les enfants ou pour les garder quand l'école était fermée. Ce n'était pas que de la débrouille individuelle. En

Cette grève a été l'occasion de la solidarité retrouvée.

cherchant des solutions ou en proposant son aide, on avait le

sentiment d'apporter, à sa façon, sa contribution au succès d'une lutte dont l'issue ne concernait pas que les travailleurs en grève.

En effet, au-delà de leurs revendications propres, les grévistes exprimaient leur ras-le-bol de la situation qui fait que depuis vingt ans (une génération ! les plus jeunes n'ont connu que la galère du chômage, du business et des petits boulots !) tout va de mal en pis. Sous les coups du chômage et du blocage des salaires, le niveau de vie diminue. Toucher le SMIC devient un privilège. Avoir un job de quelques mois payé misérablement fait envie ! Etre

cinquième zone

Cinquième zone veut donner la parole à la population qui vit dans de ce que l'on appelle aujourd'hui les banlieues et qui sont en réalité les quartiers les plus pauvres, les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Quartiers où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui se posent dans les quartiers populaires.

Même si ce bulletin n'est l'organe d'aucun parti politique, il se veut politique. Oui, il faut que les pauvres, les exploités fassent de la politique, leur politique. S'y refuser, c'est laisser les démagogues libres d'en faire, en notre nom et contre nous ! Et ils sont nombreux à y prétendre.

Le gouvernement et les patrons d'abord qui, avec le chômage, les lois Pasqua, les brimades policières entretiennent l'injustice et la misère, terreau des fanatismes.

Le Pen ensuite qui fait pousser son électorat sur l'ordure raciste et qui espère un jour passer la muselière à tout le monde.

Les intégristes, enfin, qui utilisent le désespoir pour étendre le voile de leur dictature obscurantiste.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Diviser pour régner, la recette est ancienne mais toujours bonne.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, veulent, elles, une vie décente et digne. Ce droit, personne ne leur en fera l'aumône. Ce n'est qu'en luttant contre tous les oppresseurs et toutes les oppressions qu'elles le gagneront.

CHANGER LA VIE

(Suite de la page 1)

exploité dans un emploi stable, c'est le paradis !

Comme ils l'ont exprimé maintes fois sur leurs banderoles et dans les mots d'ordres des manifestations, c'est contre tout cela que se battaient les grévistes. Même fonctionnaires, même assurés d'un emploi, ils partagent le sort des habitants des banlieues parce qu'ils y vivent eux mêmes. Ils ont des amis, des voisins, des membres de leur famille, des enfants qui galèrent de stage en CES et de mission d'intérim en CIE ou en CDD.

Dans certaines banlieues, le chômage atteint des sommets. Un seul exemple : 40% au Val Fourré, un quartier de Mantes-la-Jolie. Ces centaines de milliers de jeunes sans travail et, comme ils le disent eux-mêmes, sans avenir, étaient-ils concernés par la grève et les manifestations ? Plus que quiconque ! La classe dirigeante et les privilégiés s'accommodent du "mal des banlieues". Contre la délinquance et les flambées de violence, ils utilisent la répression policière et attisent la haine raciste. Qui n'a pas remarqué que pendant la grève les racistes se sont faits discrets au point qu'on n'entendait presque plus leurs propos haineux ?

Les travailleurs grévistes ont connu, eux aussi, des temps difficiles. Ils ont rappelé les dures luttes de leurs parents et même leurs grands-parents (1936). C'est dans cette tradition qu'ils puisent aujourd'hui leurs forces. Les jeunes des villes et des banlieues sont leurs frères.

C'est auprès de ces travailleurs qui leur ont montré l'exemple de la solidarité qu'ils doivent s'instruire. Tous unis, nous changerons la vie.

CAEN, MARSEILLE,

CONTRE LE CHOMAGE ET LA PRECARITE

Les grévistes du centre de tri de Caen ont repris le travail, après 32 jours de lutte, sans avoir obtenu totalement satisfaction. A l'heure où nous écrivons, les tramots de Marseille tiennent bon, malgré les manoeuvres du maire de Marseille, Gaudin, ministre de Juppé, qui fait contrôler les stations du métro marseillais par la police, tente de mettre sur pied des transports de substitution et envoie la police contre eux.

Bien que se produisant dans deux secteurs différents, à deux extrémités du pays, ces deux grèves expriment ouvertement des préoccupations qui, au fil des semaines, étaient apparues de plus en plus nettement dans la grève de décembre dernier : celles portant sur le chômage et sur les emplois précaires. Ceux de Caen voulaient obtenir l'embauche des travailleurs à statut précaire employés dans leur centre de tri. Les tramots de Marseille veulent que les derniers embauchés (300 personnes sur 2 700) qui l'ont été avec un contrat moins avantageux que les plus anciens soient titularisés avec le même contrat que les autres.

Sous prétexte d'économies, les patrons, qu'ils soient l'Etat, les municipalités ou privés multiplient ces catégories. Ils spéculent sur le chômage pour faire accepter à des travailleurs des conditions inférieures à celles que les plus anciens avaient imposées par le passé. C'est ainsi qu'à Marseille, les derniers embauchés (les "statut 2") doivent travailler 39 heures, là où leurs collègues font 36 heures 40 et pour un salaire de mille francs de moins. Leur journée de travail peut être morcelée en services des quelques heures, les astreignant à un rythme de vie complètement déréglé.

Il en va de même dans nombre d'administrations locales ou d'Etat, d'hôpitaux, de lycées et de collèges qui ne fonctionnent qu'avec la présence de centaines de milliers de CES (Contrat emploi solidarité) payés autour de 2 500 francs. 70% des embauches se font aujourd'hui sous contrat à durée déterminée. Les intérimaires et les CDD

(Suite page 3)

Les jeunes des banlieues étaient-ils concernés par la grève et les manifestations? Plus que quiconque !

CAEN, MARSEILLE

(Suite de la page 2)

représentent une fraction importante des travailleurs. Quant aux CIE de Juppé et Chirac, ils constituent un cadeau aux patrons.. sans créer un seul emploi supplémentaire. En réalité, sous prétexte de lutter contre le chômage, tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 15 ans ont gratifié les patrons d'exonération de charges. Cela a arrondi les bénéfices... mais n'a pas créé d'emplois.

Le chômage est un cancer qui ronge toute la société. Mais la précarité, la kyrielle des petits boulots qui font que les patrons s'offrent de la main d'oeuvre pour un quignon de pain, ne fait que renforcer le mal.

L'embauche de tous les travailleurs à statut précaire, avec les mêmes droits, les mêmes horaires, les mêmes salaires et les mêmes statuts que ceux avec qui ils travaillent.

C'est la voie qu'ont montrée ceux de Marseille et de Caen.

"LES VIVANTS, CE SONT CEUX QUI LUTTENT"

(Victor Hugo repris pendant la grève sur un mur de la Gare du Nord)

Pendant plusieurs semaines, les gens, nous tous, avons réagi avec compréhension et bonne humeur à la grève des transports qui, pourtant, rendait la vie quotidienne plus difficile, plus compliquée, plus fatigante aussi. Parce que les grévistes étaient les porte-parole de tous, que par leur action de révolte ils exprimaient le ras-le-bol de tous. C'était dit et crié par des centaines de milliers de travailleurs et de chômeurs en ce mois de décembre 1995, jour après jour, dans les rues de toutes les villes de France. La grève était l'expression de la démocratie directe, de gens qui décidaient par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Et leur message a largement franchi les frontières, puisque des ouvriers et des syndicats de nombreux pays ont envoyé leurs témoignages de sympathie.

Mais ce n'est que trop rarement que les travailleurs prennent ainsi la parole et n'écoutent plus les politiciens appointés, les hauts fonctionnaires, les patrons et les "dirigeants" d'entreprises. Le système démocratique nous donne le droit, tous les cinq ans, de mettre un bulletin dans l'urne ; bulletin qui se mélange avec celui des parasites, des exploiters, des réactionnaires, et par ce bulletin, le pouvoir échoit à des gens sur lesquels nous n'avons plus aucun contrôle. Ceux qui ont exprimé leur ras-le-bol par la grève ont montré qu'ils étaient conscients du fonctionnement de ce système de classes, des mensonges intéressés du patronat, du gouvernement et des médias aux ordres. Comme le disait un cheminot : "ce sont les discussions entre nous qui font peur au patronat, quand les travailleurs qui détiennent l'outil de travail commencent à réfléchir". Ce cheminot savait de quoi il parlait. S'exprimant ces jours-ci sur France-Inter, André Bergeron, l'ancien dirigeant de Force Ouvrière, rappelait qu'en 1968 aux négociations de Grenelle, un technocrate prévenait Pompidou, le Premier ministre de l'époque, qu'accorder le doublement du SMIC, c'était courir le risque d'une dévaluation de la monnaie. Et Pompidou de répondre : "Il vaut mieux la dévaluation que la révolution". Pour les patrons, s'entend. Car pour la classe ouvrière, la révolution sociale, c'est l'avenir.

Les cheminots, les ouvriers des transports publics et tous les autres qui ont fait grève et manifesté avec eux, sont aussi les porte-parole des chômeurs et de tous les exclus. Une femme, contrôleur à la SNCF, qui a commencé comme intérimaire, expliquait qu'il y a de plus en plus d'emplois temporaires : "Si ça continue, ce sera comme dans le privé, coincés dans des emplois précaires, on ne pourra plus bouger". Et un autre d'ajouter : "Si on n'arrête pas tout de suite le massacre, on finira tous SDF". N'oublions pas que les cheminots et les ouvriers des transports publics ont continué la grève après même que le gouvernement ait cédé sur leurs revendications propres. Pour les jeunes des banlieues, ces ouvriers sont l'exemple même d'une action solidaire, fraternelle et démocratique. Dans quelle société allons-nous vivre ? s'interrogeaient les cheminots. Les travailleurs, jeunes et vieux, français et immigrés, employés ou chômeurs, aspirent à garder cette liberté de parole et d'action dont nous avons été témoins dans les manifestations, les assemblées, les rencontres, le dialogue qui donnent espoir et courage. TOUS ENSEMBLE ! crié en chœur, joyeusement, c'est notre slogan le plus populaire. C'est ainsi que nous montrerons à ceux qui détiennent les richesses et le pouvoir qu'il y a des limites à l'injustice, que le chômage n'est pas un fléau tombé du ciel mais une politique patronale, que nous voulons renverser la vapeur.



**C'EST L'IMPOSSIBLE QU'IL NOUS FAUT !
TOUT DE SUITE ! ET POUR TOUT LE MONDE !**

Au commencement de la grève, fin novembre et début décembre, les ministres, Juppé en tête, les responsables, les "experts", les dirigeants, bref tous ceux qui "savent", se sont relayés à la télévision et dans la presse pour répéter, l'air compétent, chiffres et discours techniques imparables à la bouche, qu'il était impossible de ne pas adopter les mesures Juppé. C'était bien triste mais c'était ça ou le chaos ! A les en croire, sans contrat de plan, la SNCF déraillait. Sans augmentation de la durée des cotisation-retraites à 40 ans, c'était la faillite assurée. Et les grévistes qui, malgré ces savantes explications, n'acceptaient pas de se laisser faire les poches en disant merci, étaient des privilégiés égoïstes doublés d'imbéciles.

Aujourd'hui Juppé a reculé, abandonné le contrat de plan SNCF et capitulé sur les retraites. Et les "experts" ont l'air de ce qu'ils sont : des perroquets savants grassement payés pour répéter la mine grave ce qu'on leur dit de dire pour faire accepter la dégradation de leur condition aux exploités, aux chômeurs et aux travailleurs.

Eh bien, pour une fois, les "experts", bien aidés par les grévistes, il faut le reconnaître, ont fait du bon travail : ils se sont ridiculisés et ont montré à tous que ce qu'ils prétendaient impossible la veille le devient soudain quand les travailleurs se fâchent.

A dire vrai, ce n'est pas la première fois que de tels "miracles" se produisent. "Quand j'entends parler de revendications, je réponds impossible", c'est, depuis des lustres, la devise des patrons et des gouvernants. Les 40 heures ? Des droits syndicaux ? Des augmentations de salaires ? Des congés payés ? Impossible ont assuré des générations de patrons et d'"experts", ministres ou pas. Jusqu'à ce que la combativité des exploités leur arrache ce qu'ils décrétaient utopique la veille. Tout comme Juppé aujourd'hui !

Autrement dit, ce n'est plus à partir de ce que les experts présentent comme possible ou pas qu'il faut faire ses choix. C'est à partir des besoins de la population et des travailleurs : un travail décent et un salaire convenable pour tous, l'embauche définitive (sous contrat à durée indéterminée) de tous les statuts précaires (CES, intérim, CIE, CDD), 32 heures de travail sans réduction de salaire et des embauches pour compenser la réduction d'horaire.

Impossible ! diront les experts ? Oui, tant qu'on ne les y oblige pas. Et puis, si réellement c'était impossible, si l'organisation sociale et économique capitaliste dont les "experts" disent avec tant de sottise suffisance qu'elle est la meilleure ne peut même pas satisfaire des besoins aussi élémentaires... qu'on la change !

PAROLES DE MENTEURS !

A la fin de la grève, Jean Gandois, Président du CNPF et ancien grand patron lui-même, est venu s'indigner à la télévision, l'air aussi franc qu'une fausse pièce de cinq sous. A l'en croire, des milliers de petits patrons auraient été ruinés, spoliés, étranglé par les grèves. Selon Gandois, la grève aurait coûté 20 milliards à l'économie. Aussitôt, l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), organisme sérieux s'il en est confirmait ces chiffres en leur donnant le label des "experts". Si c'est des chiffres, c'est que c'est vrai !

Les syndicats CGT et CDFT de l'INSEE ont publié un communiqué constestant l'information du patron des patrons et de ses larbins de la direction de l'INSEE. Ils précisent "qu'il n'est pas dans la déontologie de l'INSEE de lâcher publiquement des chiffres aussi fragiles, qui apparaissent vite comme un coup médiatique". Un nouveau proverbe est né : "Parole d'expert, parole de menteur !"

TRANSPORTS GRATUITS,

UN REVE PEUT-ÊTRE PAS GRATUIT

Prêt à tout pour briser la grève de la RATP et de la SNCF, le gouvernement a fait preuve de beaucoup d'imagination... à défaut d'efficacité. C'est ainsi qu'en décembre un certain nombre de lignes d'autocars ont été mises en place entre la banlieue et Paris. Gratuitement. Et même des bateaux-mouche sur la Seine ont été réquisitionnés. Gratuits. Fin décembre, pendant quelques jours, après la reprise du travail, les bus, les métros et les trains de banlieue ont été gratuits.

Si on rêvait ? Cette initiative pourrait donner des idées, celles d'un monde où l'argent n'aurait plus cours. Après tout, dans une société où tout est produit en abondance, où des machines sont sous employées et où des chômeurs ne demandent qu'à travailler, cela n'a rien d'impossible !

Il n'y aurait plus ni nababs vivant dans des palaces et voyageant en jet privé, ni pauvres mangeant aux restos du coeur et couchant dans la rue. Tout le monde aurait le droit de travailler et de vivre. Selon la vieille formule socialiste : "De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins". Impossible ? C'est ce qu'on dit.